

PSA : refuser la fermeture d'Aulnay, c'est dire non aux marchés financiers

Des salariés de PSA Sochaux, Sartrouville, Mulhouse, Poissy, Saint-Ouen, se sont retrouvés en nombre devant le site PSA d'Aulnay pour dénoncer le plan de licenciement masqué de la direction de PSA. La programmation de la fermeture du site d'Aulnay est emblématique de la politique de PSA : l'exigence de profits toujours accrue des actionnaires pousse à délocaliser la production là où la main d'œuvre est bon marché avec une mise en concurrence des salariés pour satisfaire les marchés financiers. Que pèse la vie de salariés qui n'ont que leur force de travail pour nourrir leur famille, face à la voracité des actionnaires ?

Pas grand-chose, « ils s'en foutent ! », comme l'exprimait cet après-midi un salarié, « nous sommes la variable d'ajustement ». En 10 ans c'est plus de la moitié des effectifs de PSA Aulnay qui ont disparu. En 2002, il y avait plus de 7000 salariés sur le site, aujourd'hui, ils sont 3000. En proposant la suppression de plus de 200 postes sur Aulnay, la direction de PSA, progressivement, sans le dire, a décidé la fermeture du site.

Lors de ce rassemblement les communistes ont tenu à être présents en soutien aux salariés de PSA, pour réaffirmer leur choix de l'humain contre la finance par la présence de Marie-George Buffet, députée de Seine Saint Denis, qui posera la question du devenir d'Aulnay le 20 décembre pendant les questions d'actualité à l'Assemblée nationale, d'Hervé Bramey, secrétaire départemental du PCF de la Seine-Saint-Denis et d'élus communistes d'Aulnay.

La fermeture du site d'Aulnay serait catastrophique pour le département en termes de suppression d'emplois qui iraient bien au delà de la seule usine de PSA Aulnay en raison des entreprises de sous-traitance qui travaillent avec le site. **Les entreprises de sous-traitance** dans tout le pays comme **HONEYWELL à Condé sur Noireau sont concernées** par la délocalisation de la production et la fermeture progressive des sites PSA en France.

Cette fermeture pose une fois de plus l'enjeu du devenir de la filière automobile et de la politique industrielle en France.

La pression actuelle sur les salariés est inadmissible : des conditions de travail dégradées avec l'intensification du fait des suppressions de postes, des salariés encore jeunes épuisés par un travail harassant. C'est contre-productif !

Les salariés de PSA d'Aulnay, Sochaux, Sartrouville, Mulhouse, Poissy, Saint-Ouen, Rennes, Caen, des sous-traitants ; Bosch, Valeo, Honeywell **par leur travail ont contribué et contribuent à la création de richesses de notre pays**. Les ingénieurs, techniciens, hautement qualifiés peuvent être des fers de lance de la recherche automobile pour une filière respectueuse de l'environnement et qui répondent aux besoins de la population. Pour cela la rentabilité permettant aux actionnaires de continuer de se gaver sur le dos des salariés ne peut être le critère de choix.

Durant les débats de 2012, le PCF et le Front de gauche feront prévaloir celui du bien commun et du rayonnement de notre pays grâce au savoir-faire de ses salariés.